

Sarah Knafo : un programme présidentiel pour 2027

Sarah Knafo, née en 1992, est magistrate à la Cour des comptes, députée européenne élue en 2024 sur la liste Reconquête, et compagne d'Éric Zemmour. Formée à l'ENA, elle a travaillé sur des questions d'immigration (notamment un guide destiné à faciliter les expulsions) et s'est rapprochée de cercles conservateurs américains, en particulier le Claremont Institute. Bien qu'elle n'ait, à ce jour, annoncé aucune candidature officielle à l'élection présidentielle de 2027, son profil et ses prises de position publiques permettent d'esquisser un programme crédible dans l'hypothèse où elle serait amenée à prendre le relais d'Éric Zemmour (empêchement judiciaire, choix stratégique ou simple évolution de la configuration politique).

Ce programme hypothétique s'inscrit clairement dans la continuité idéologique de Reconquête et de Zemmour : souverainisme assumé, restriction radicale de l'immigration, conservatisme culturel, libéralisme économique teinté de protectionnisme, et critique systématique de l'Union européenne. Sarah Knafo y apporterait cependant sa propre marque : une approche plus technocratique et budgétaire (héritée de la Cour des comptes), un ton parfois plus pragmatique, et une attention particulière aux questions d'éducation, de famille et de jeunesse. Voici ce que pourrait être ce programme, structuré en trois grands volets.

1. Volet politique : souveraineté, sécurité et refondation des institutions

Sarah Knafo défendrait une France « indépendante et fière », capable de reprendre le contrôle de son destin. L'immigration, qu'elle a qualifiée de « pire solution » pour l'économie et la cohésion nationale, constituerait le cœur de sa politique.

Europe et souveraineté Elle plaiderait pour une sortie de l'Union européenne via l'article 50 (Frexit), afin de restaurer la monnaie nationale (le franc) et de récupérer la pleine maîtrise des frontières. Elle critiquerait sévèrement la dépendance française aux « cloud providers » américains et aux subventions européennes jugées hors de tout contrôle démocratique. Sur le plan international, elle proposerait une sortie de l'OTAN et une renégociation des accords de Schengen pour rétablir un contrôle total des frontières. Les traités internationaux seraient systématiquement réévalués à l'aune de l'intérêt national.

Institutions Elle défendrait une République plus forte et plus réactive : réduction du nombre de députés de 577 à 300, introduction de référendums d'initiative citoyenne (RIC) sur les sujets régaliens (immigration, sécurité, identité), et renforcement des pouvoirs du président de la République. L'objectif serait de casser le « système » parlementaire jugé inefficace et de redonner la parole au peuple.

Immigration et sécurité La ligne serait extrêmement ferme : zéro immigration clandestine, expulsion systématique des personnes en situation irrégulière, suppression du droit du sol automatique, et quotas d'immigration légale réduits à 10 000 entrées par an, réservés exclusivement aux travailleurs hautement qualifiés. Les procédures d'asile seraient profondément réformées pour accélérer les rejets, s'appuyant sur son expérience au ministère de l'Intérieur. En matière de sécurité, elle proposerait le recrutement de 30 000 policiers supplémentaires, le rétablissement des peines plancher, et le retour de la double peine pour les étrangers délinquants. La lutte contre l'islamisme radical passerait par l'interdiction des financements étrangers des mosquées et la dissolution systématique des associations salafistes.

Justice et défense Elle annoncerait le recrutement de 10 000 magistrats afin de mettre fin au « laxisme judiciaire » et d'instaurer des peines minimales pour les récidivistes. Sur le plan militaire, le budget de la défense serait porté à 3 % du PIB, avec un accent mis sur une industrie d'armement nationale souveraine. En

politique étrangère, elle afficherait un soutien clair à Israël et rechercherait des alliances avec les courants conservateurs américains.

2. Volet social : famille, éducation et identité française

En tant que femme politique de sa génération, Sarah Knafo pourrait donner à ce volet une tonalité plus incarnée, centrée sur la protection de la famille et la transmission de l'identité française.

Éducation et jeunesse Elle plaiderait pour une réforme en profondeur du baccalauréat, avec un retour aux filières classiques et un renforcement massif de l'enseignement de l'histoire de France, présenté comme un antidote au « wokisme ». Les téléphones portables seraient interdits dans les établissements scolaires. Les bourses d'études seraient augmentées, mais conditionnées à un service civique obligatoire. L'objectif affiché serait de « former des citoyens patriotes » et de restaurer l'excellence des grandes écoles.

Famille et société Une politique nataliste ambitieuse serait mise en place : allocation familiale dès le premier enfant, crédit d'impôt pour la garde d'enfants, et interdiction totale de la GPA et de la PMA pour toutes. Les familles monoparentales bénéficieraient d'aides ciblées. En matière de santé, elle proposerait une réforme de l'hôpital public avec une privatisation partielle des services non essentiels, et un recentrage sur la prévention (obésité, tabagisme). Les subventions aux énergies renouvelables intermittentes seraient réduites pour réorienter les moyens vers le système de soins.

Culture, identité, logement et environnement La protection du patrimoine et de la langue française serait érigée en priorité, avec une lutte assumée contre l'anglicisation et le multiculturalisme. Le voile serait interdit dans l'ensemble des espaces publics. Un plan de construction d'un million de logements en cinq ans serait lancé, avec une priorité donnée aux Français. Sur le plan environnemental, elle défendrait une écologie « réaliste » fondée sur le nucléaire et le soutien à l'agriculture française, en rupture avec ce qu'elle qualifierait d'« idéologie verte punitive ».

3. Volet économique : libéralisme patriote et rigueur budgétaire

Fort de son expérience à la Cour des comptes, Sarah Knafo ferait de la maîtrise des finances publiques un marqueur fort de son projet. Elle a déjà évoqué la possibilité de 63 milliards d'euros d'économies dès 2026.

Fiscalité et budget Elle proposerait une baisse de l'impôt sur les sociétés de 25 % à 15 % pour favoriser la relocalisation industrielle, ainsi que la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. Les économies seraient réalisées notamment par la réduction des aides sociales versées aux non-Français et la suppression de subventions jugées inefficaces (notamment dans le domaine des énergies intermittentes). L'objectif affiché serait un budget à l'équilibre en cinq ans, grâce à environ 100 milliards d'euros d'économies annuelles, une réforme des retraites (âge légal porté à 65 ans) et la fin des 35 heures.

Emploi, industrie et commerce extérieur Une véritable priorité nationale serait instaurée dans l'emploi, avec des quotas de Français dans les entreprises publiques et des sanctions contre les délocalisations. Les PME bénéficieraient d'allègements fiscaux ciblés. Dans les secteurs stratégiques (pharmacie, technologies, défense), une politique de relocalisation assortie d'un protectionnisme douanier hors Union européenne serait mise en œuvre. Le mix énergétique viserait 70 % de nucléaire, avec un arrêt progressif des éoliennes offshore. Enfin, la sortie de l'euro permettrait de retrouver un « franc fort », tandis que des accords bilatéraux seraient privilégiés avec des pays souverains. La lutte contre la fraude fiscale et sociale servirait à financer les baisses d'impôts.

Conclusion

Ce programme hypothétique dessine une version modernisée et plus technocratique du projet « zemmouriste » de 2022. Sarah Knafo y apporterait une crédibilité budgétaire accrue, une attention particulière aux questions d'éducation et de famille, et un positionnement susceptible de séduire une partie de l'électorat conservateur, notamment féminin et jeune.

Le slogan pourrait être : « **La France souveraine et prospère** ».

À ce stade, rien n'indique qu'elle se présentera. Elle reste fidèle à Éric Zemmour. Mais dans un paysage politique très instable, son profil en fait l'une des personnalités les plus sérieusement observées au sein de la droite nationale.